

genre. En réalité le problème est politique et n'est que politique. Il est né des conditions réelles de nos relations extérieures, des droits et des devoirs que nous assignent, dans le monde, et nos traditions séculaires, et nos destinées à venir. C'est ainsi que l'avaient compris les républicains et même certains membres des plus distingués du parti socialiste. Attentifs à tous les courants d'idées et de faits qui débordent les frontières des peuples, ils ne pouvaient admettre — de combien d'entre eux en ai-je reçu l'assurance! — qu'au moment où des champs de bataille se lève un ordre nouveau des nations, la France laissât en dehors de son action l'organisation internationale la plus ancienne, la plus centralisée, dont ceux-là mêmes qui combattent ses tendances ne peuvent méconnaître la puissance.

“On n'a pas oublié que, dès le premier article qu'écrivit Albert Thomas dans *l'Information* après sa descente du pouvoir, l'éminent leader socialiste s'étonna que du gouvernement français aucune réponse n'ait été adressée à la note de Benoît XV. J'ajouterai que, étranger à la maçonnerie, j'ai recueilli sans surprise l'adhésion motivée de représentants notoires et éminents de la franc-maçonnerie française. C'était là une compensation non médiocre aux railleries de ceux de mes rares collègues qui, pour n'en pas perdre l'habitude sans doute, ont voulu découvrir dans mon initiative politique le masque de quelque ténébreuse intrigue cléricale.

“Or, voici que la prise de Jérusalem (9 décembre 1917) par les troupes alliées avive d'une actualité qui n'avait jamais disparu d'ailleurs le problème de notre protectorat sur les chrétientés d'Orient et de nos traditions en Syrie. Personne n'en nie les difficultés. Personne ne peut songer à les résoudre en dehors de l'action du Saint-Siège. Personne ne pensera non plus que, en pareille matière, nous puissions abandonner à quelque main que ce soit, même amie, la défense de nos droits.